

Perspectives économiques 2008-2013

Les nouvelles "perspectives économiques" pour la Belgique ont été établies dans un contexte économique international marqué par d'importantes turbulences sur les marchés financiers suite à la crise du marché immobilier américain, ainsi que par la forte hausse des prix pétroliers et des autres matières premières. L'ensemble de ces chocs, ainsi que l'appréciation du taux de change de l'euro par rapport au dollar américain, affecte la compétitivité et la croissance de la zone euro. Les perspectives actuellement retenues par les organisations internationales tablent sur une timide reprise de la croissance de l'économie européenne au cours de l'année 2009 avec un retour au calme sur les marchés financiers et une évolution assagie du prix des matières premières. Il va de soi que ce scénario est entouré d'importants risques à la baisse.

Compte tenu de ce scénario international, la croissance belge serait en recul en 2008-2009 (1,7 % pour chacune de ces deux années, contre 2,8 % en moyenne sur 2006-2007) et atteindrait 2,2 % en moyenne sur la période 2010-2013. La hausse des prix de la consommation privée atteindrait 3,8 % en 2008 mais retomberait à 1,9 % en moyenne sur le reste de la période.

En dépit du ralentissement de la croissance économique, la progression de l'emploi frôlerait 1% par an en moyenne, soit près de 42 000 emplois, alors que le taux d'emploi n'approcherait que lentement (62,9 % en 2007, 64,6 % en 2013) l'objectif fixé pour l'ensemble de l'UE (70 %). La création d'emploi est soutenue par la persistance de gains de productivité horaire faibles (1,2 % en moyenne) et d'une tendance à la réduction de la durée du travail. La poursuite du glissement de l'activité vers certaines branches des services, les politiques de promotion des emplois de faible qualification - notamment des emplois liés aux titres-services - et l'extension des subventions salariales contribuent à ces évolutions.

La baisse du taux de chômage qui avait été exceptionnellement forte en 2007 deviendrait très faible à moyen terme; le nombre de chômeurs (y inclus les chômeurs âgés non demandeurs d'emploi) resterait légèrement supérieur à 600.000 unités. Les contraintes d'offre sur le marché du travail, qui étaient appelées à s'accroître à moyen terme vu le vieillissement démographique, seront allégées par le maintien d'un solde migratoire positif de plus de 50.000 personnes par an.

Les hausses de salaires - notamment du fait d'une inflation plus forte que prévue - seront pour 2007-2008 supérieures à la norme indicative de l'accord interprofessionnel de février 2007. Notons que l'indexation des salaires en 2008 (estimée à 3,2 %) devrait permettre de limiter l'érosion du pouvoir d'achat des travailleurs. A moyen terme, l'alignement sur la croissance des coûts salariaux de nos principaux partenaires commerciaux irait de pair avec une accélération de la hausse des salaires. La part de la masse salariale dans la valeur ajoutée cesserait de décroître.

En matière d'émission de gaz à effet de serre, l'objectif correspondant aux engagements prévus par le Protocole de Kyoto pour la période 2008-2012 serait pratiquement atteint, compte tenu du niveau élevé des prix de l'énergie, de la croissance économique prévue, des modifications structurelles de l'économie et des mesures effectivement introduites par les différents niveaux de pouvoir dans le cadre du Plan National Climat.

Etant donné les mesures budgétaires connues en avril et le contexte conjoncturel peu favorable, le budget de l'Etat enregistrerait en 2008, comme en 2007, un déficit de 0,3 % du PIB. Ce déficit se creuserait en 2009, atteignant 0,8 % du PIB, et persisterait à moyen terme (0,4 % du PIB en 2013). Le solde de financement du pouvoir fédéral resterait déficitaire (1,1 % du PIB en 2007, 0,8 % du PIB en 2013) alors que la sécurité sociale d'une part, l'ensemble des communautés et régions d'autre part, resteraient en boni sur toute la période de projection. Sans mesures nouvelles, les objectifs ambitieux proposés par la Belgique dans son Programme de stabilité 2008-2011 (équilibre en 2008, boni croissant atteignant 1,0 % du PIB en 2011) ne seraient pas atteints. Ceci aurait entre autres pour conséquence d'hypothéquer l'alimentation du fonds mis en place pour financer le coût budgétaire du vieillissement.

Les déficits qui apparaissent entre 2007 et 2013 ne remettent néanmoins pas en cause le processus de désendettement de l'Etat. La dette publique en pourcentage du PIB continuerait son repli entamé dès 1994, pour atteindre 70,8 % du PIB en 2013 contre encore 84,8 % en 2007.

La publication "Perspectives économiques 2008-2013" peut être commandée, consultée et téléchargée via le site www.plan.be.

Pour plus d'informations:

Francis Bossier, 02/507.74.43, fb@plan.be

Igor Lebrun, 02/507.73.44, il@plan.be

Synthèse de la publication

Nette détérioration des perspectives économiques mondiales pour 2008...

Touchée de plein fouet par l'affaiblissement du marché de l'immobilier aux Etats-Unis et ses répercussions sur les marchés financiers par le biais de la crise des sub-primes, la croissance mondiale marque le pas depuis le dernier trimestre de 2007. Le repli de la progression de l'activité devrait être particulièrement sévère aux Etats-Unis mais l'Europe et le Japon ne devraient pas être épargnés. Les économies des pays émergents devraient mieux résister. Ce ralentissement économique s'opère dans un contexte international inflationniste alimenté par la forte hausse du prix du pétrole et des matières premières industrielles et alimentaires exprimé en dollars. Le choc sur les prix est toutefois amorti dans la zone euro, grâce à la forte appréciation de l'euro vis-à-vis du dollar.

..qui fragilise la croissance dans la zone euro.

La baisse d'activité aux Etats-Unis et la forte appréciation de l'euro devraient pénaliser les exportations de la zone euro, alors que l'érosion du revenu disponible réel (conséquence de la forte hausse de l'inflation) devrait peser sur la progression de la consommation privée. Les investissements des entreprises seraient handicapés par les perspectives de demande moins favorables et par l'accroissement du coût du capital suite au durcissement des conditions d'octroi de crédits et à la hausse de la prime de risque sur les marchés obligataires pour les entreprises. Enfin, le repli des investissements en logements pèserait également sur la croissance économique de la zone euro qui ne devrait plus s'élever qu'à 1,7 % en 2008 contre encore 2,6 % l'année dernière.

Timide reprise de la croissance américaine en 2009...

Aux Etats-Unis, la politique d'assouplissement monétaire et d'accès des banques au crédit menée par la Federal Reserve Bank, soutenue par des efforts budgétaires du gouvernement fédéral, devrait permettre un redressement progressif du secteur du logement et la restauration de la confiance sur les marchés financiers. Soutenue par les exportations, la croissance américaine devrait se redresser graduellement en 2009 mais ne dépasserait pas 1,7 % (contre 1,2 % cette année), restant nettement en dessous de son potentiel évalué aux alentours de 2,5 %.

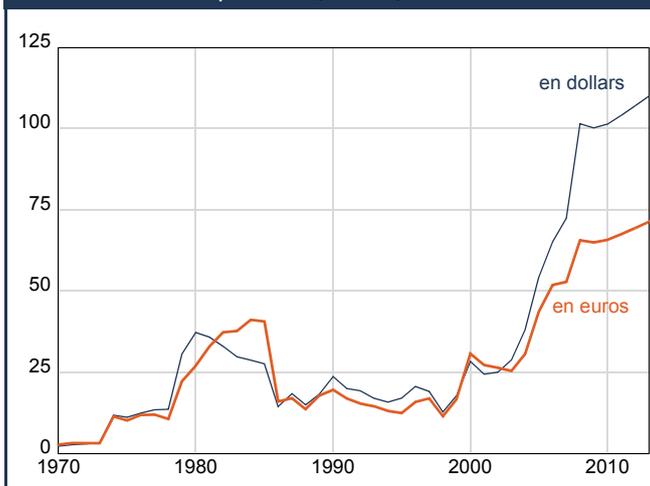
...suivie avec retard par l'économie européenne.

La croissance européenne profiterait de l'amélioration de la situation économique aux Etats-Unis, mais cette amélioration jouerait avec retard et ce n'est que dans la seconde moitié de l'année que le redressement de la croissance européenne serait probant. Dans ces conditions, la croissance dans l'ensemble de l'Union européenne ne dépasserait pas 1,9 % et celle de la zone euro resterait cantonnée à 1,7 % en 2009.

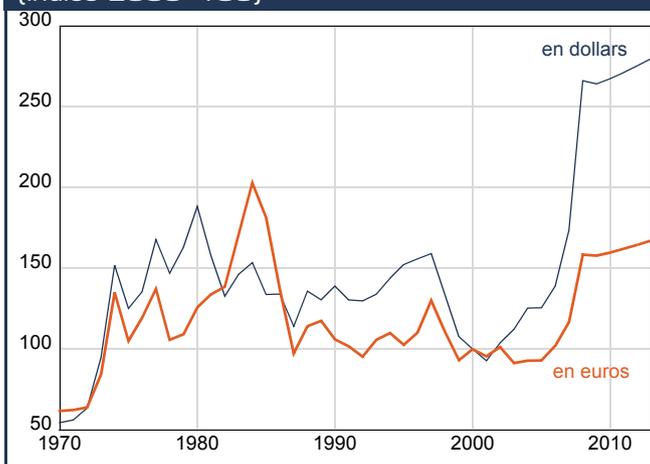
Un scénario de moyen terme caractérisé par un rebond conjoncturel en 2010...

A moyen terme, le scénario postule, en l'absence de nouveaux chocs conjoncturels, une croissance permettant au PIB des différents pays de se rapprocher de leur niveau potentiel. Pour la zone euro, la croissance dépasserait tout d'abord assez nettement son potentiel, pour se réduire ensuite progressivement et ne plus

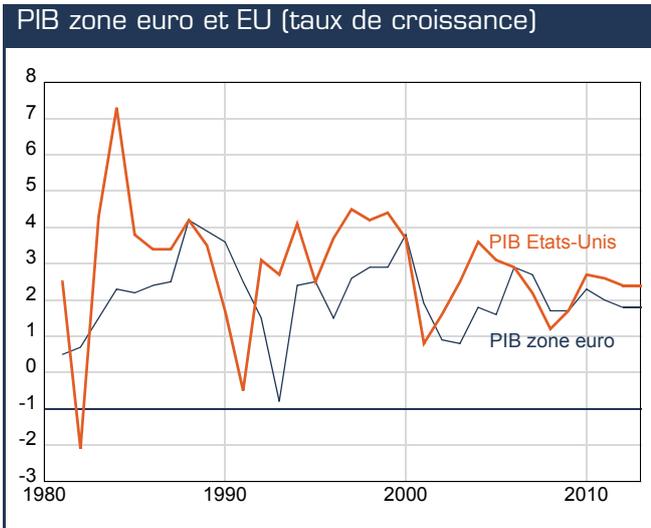
Prix du baril de pétrole (Brent)



Prix des matières premières alimentaires (indice 2000=100)



dépasser un rythme moyen de 1,8 %. Quant à la croissance américaine, celle-ci atteindrait 2,7 % en 2010 et serait ramenée à 2,4 % en fin de période de projection.



...et une décélération de l'inflation dès 2009.

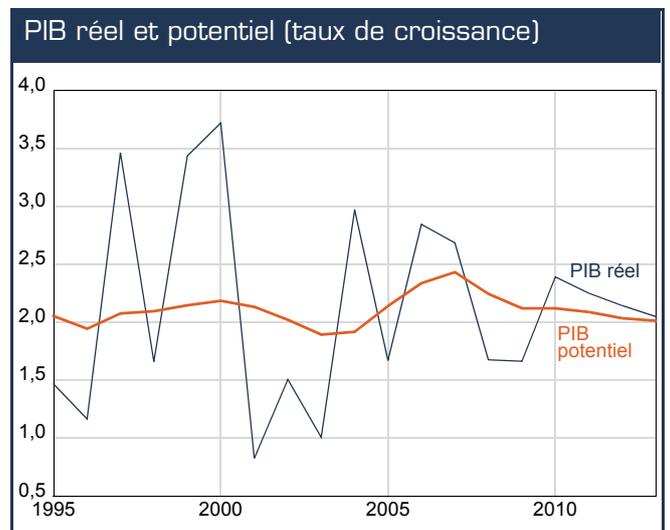
L'inflation dans la zone euro devrait, après avoir atteint 3,2 % en 2008, soit le taux le plus élevé depuis la création de la zone, rapidement se réduire pour ne plus s'élever qu'à 1,8 % à moyen terme. Cette maîtrise de l'inflation s'expliquerait par l'évolution assagie du prix des matières premières importées, par le maintien d'une évolution modérée des coûts salariaux unitaires et de taux d'intérêt réels de court terme relativement élevés.

Un scénario international sur lequel pèsent plusieurs risques à la baisse.

Le scénario international retenu présente plusieurs facteurs d'incertitude. Primo, des turbulences supplémentaires sur les marchés financiers pourraient entraîner un nouveau resserrement des conditions de crédit pour les ménages et les entreprises, ce qui devrait avoir des conséquences néfastes pour la croissance économique. Secundo, la crise sur le marché immobilier américain pourrait s'avérer finalement plus aiguë ou durer plus longtemps que prévu dans notre scénario. Enfin, compte tenu de la persistance d'une croissance vigoureuse dans les pays émergents, la possibilité de la poursuite de la forte hausse des prix pétroliers et des autres matières premières ne peut être écartée. Ces augmentations de prix pourraient toutefois être tempérées par un retour au calme sur les marchés financiers incitant les investisseurs à délaissier quelque peu les marchés des matières premières.

Une croissance mondiale qui détermine l'évolution du PIB belge.

Grâce à une croissance soutenue en 2006 et 2007 (2,8 % en moyenne par an), le PIB belge est repassé l'an dernier au-dessus de son niveau potentiel. L'output gap devrait toutefois redevenir rapidement négatif suite à une augmentation annuelle moyenne du PIB en 2008 et 2009 de seulement 1,7 %. En 2010, sous l'impulsion de la conjoncture internationale, la croissance économique serait en accélération (2,4 %). A partir de 2011, la progression du PIB belge serait un peu moins vigoureuse (2,1 % en moyenne annuelle) mais resterait légèrement supérieure à son potentiel de croissance (2,0 % en moyenne annuelle).



Une demande intérieure qui résiste...

Alors que la demande intérieure s'était montrée particulièrement dynamique en 2006 et 2007 (augmentation de 2,9 % en moyenne par an), cette année, elle devrait croître à un rythme nettement plus modéré (1,8 %). La progression de la consommation publique resterait toutefois soutenue. En 2009, la croissance des dépenses intérieures devrait légèrement se redresser (1,9 %) mais elle ne devrait vraiment s'accélérer qu'à partir de 2010 (2,2 %), avant de se replier à nouveau en fin de période de projection.

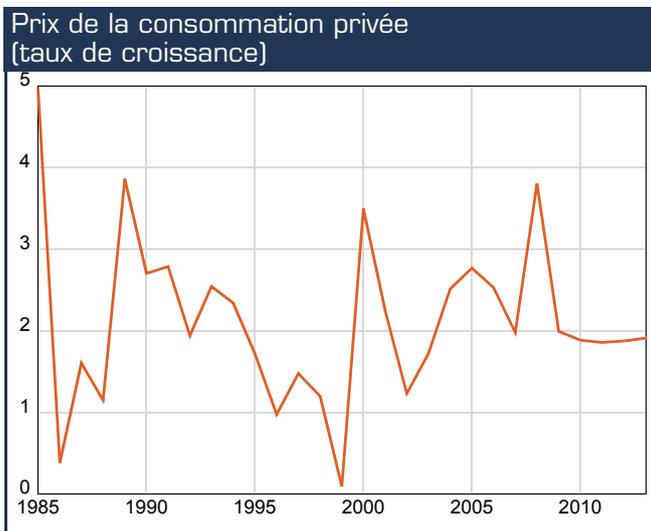
...mais des exportations nettes qui continuent de reculer avant de se relever en 2010.

Dans un contexte international nettement moins porteur que les années précédentes et suite à la forte appréciation de l'euro, la croissance des exportations belges ne devrait plus atteindre que 3,9 % en moyenne sur 2008 et 2009 et les exportations nettes devraient contribuer négativement à la croissance du PIB au cours de chacune de ces années. Leur contribution de-

vrait toutefois redevenir légèrement positive à partir de 2010 sous l'impulsion de la reprise de la progression des exportations (5,6 % en moyenne sur la période 2010-2013).

Forte accélération de l'inflation en 2008 mais retour sous les 2 % à moyen terme.

Dopée par les prix énergétiques et alimentaires, l'inflation belge, mesurée par le déflateur de la consommation privée, devrait connaître une forte accélération en 2008 (3,8 %). L'année prochaine, en l'absence de nouveaux chocs sur les prix mondiaux, le rythme de croissance du déflateur de la consommation privée devrait ralentir nettement (2,0 %). Il ne devrait plus dépasser 1,9 % en moyenne entre 2010 et 2013 et ce en dépit d'une légère accélération des coûts intérieurs.



La tertiarisation de l'économie se poursuit...

Le poids des services marchands dans le total de la valeur ajoutée en volume passerait de 59,9 % en 2006 à 60,7 % en 2013. L'évolution de l'emploi refléterait davantage encore que celle de la valeur ajoutée la tertiarisation de l'économie belge: le poids de l'emploi des services marchands dans l'emploi total progresserait ainsi de 58,5 % en 2006 à 61,8 % en 2013.

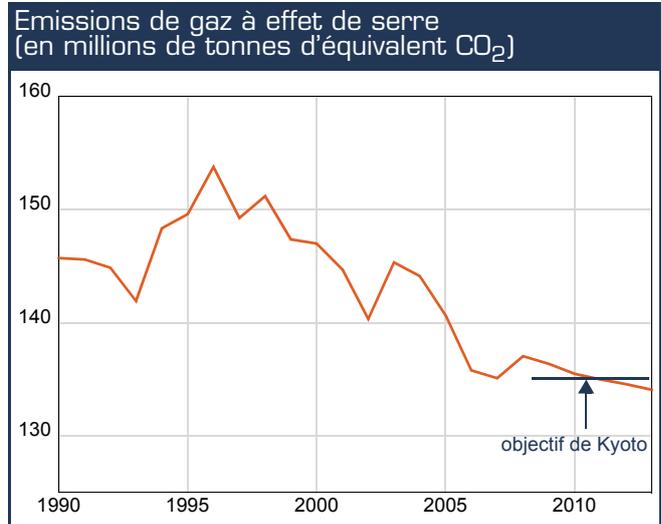
...avec des gains de productivité se stabilisant à 1,2 % par an.

Les gains de productivité horaire dans les branches d'activité marchande ont été tempérés en 2006 et 2007 par l'importante extension du système des titres-services et ce phénomène devrait également jouer cette année et l'année prochaine. La reprise économique en 2010 devrait être accompagnée par un rebond des gains de productivité. En moyenne annuelle sur la période 2008-2013, la productivité horaire des entrepri-

ses devrait augmenter de 1,2 %, soit une progression légèrement inférieure à celle enregistrée en moyenne depuis 1996.

L'objectif en matière d'émissions de gaz à effet de serre prévu par le Protocole de Kyoto serait en vue.

Dans un contexte de prix de l'énergie restant élevés et d'une croissance économique relativement faible en 2008 et 2009, l'ensemble des mesures introduites par les différents niveaux de pouvoir dans le cadre du Plan National Climat devrait permettre une stabilisation des émissions de gaz à effet de serre (GES) au cours de la période 2008-2013. En moyenne, sur la période 2008-2012, le niveau des émissions de GES serait même en baisse de 6,9 % par rapport à 1990 et permettrait ainsi d'approcher l'objectif - une baisse de 7,5 % - tel que stipulé dans le cadre du Protocole de Kyoto et même de l'atteindre si des mesures ayant trait à la politique des transports ou à l'utilisation croissante de biocarburants s'avèrent plus efficaces que ce qui a été retenu dans ces perspectives. En outre, les autorités fédérales et régionales pourraient encore recourir aux mécanismes de flexibilité prévus par les accords internationaux.



Hausse des salaires plus rapide que dans un passé récent...

Cumulée sur les années 2007-2008, la hausse du coût salarial nominal horaire serait proche de 6,2 %¹, soit un peu plus de 1 point de pour cent au-delà de la norme indicative du dernier accord interprofessionnel. Ce dépassement serait dû pour l'essentiel à une indexation plus forte que prévue. A partir de 2009, le scénario

1. Cette hausse pourrait même être supérieure vu la première estimation des comptes nationaux annuels 2007 publiée après la clôture des présentes perspectives.

retenu suppose que les évolutions salariales seraient équivalentes à celles enregistrées en moyenne chez nos trois principaux partenaires commerciaux. Sous cette hypothèse, la hausse du coût salarial nominal horaire continuerait à être soutenue (de l'ordre de 3,5 % par an en moyenne sur la période 2009-2013). Il s'ensuit que la croissance du salaire horaire brut avant indexation serait plus rapide (soit 1,4 % par an) que la moyenne enregistrée depuis 1996 (0,8 % par an), couplée à une indexation qui resterait légèrement supérieure à 2 % par an en moyenne.

...tempérée par des subventions salariales essentiellement ciblées.

Remarquons que ces évolutions reposent sur un concept de coût salarial qui n'intègre pas l'impact des subventions salariales. Depuis leur introduction en 1996, cet impact n'a pas été négligeable et le poids des subventions salariales dans l'ensemble des mesures visant à la réduction des charges salariales devrait croître sur la période de projection de sorte qu'elles continueraient à jouer leur rôle modérateur sur l'évolution du coût du travail. L'augmentation du nombre de groupes cibles implique que les subventions salariales seraient en pratique distribuées de façon inégale entre les branches d'activité.

Léger redressement de la part salariale à partir de 2009.

Depuis 2003, la part de la masse salariale² dans la valeur ajoutée des entreprises diminue régulièrement, passant de 64,8 % en 2002 à 60,7 % en 2007. Après un nouveau recul en 2008, elle devrait se redresser très légèrement pour atteindre 60,6 % en 2013. Ceci signifie notamment que l'assiette des cotisations sociales évoluerait à un rythme proche de la croissance nominale de la valeur ajoutée au cours des prochaines années.

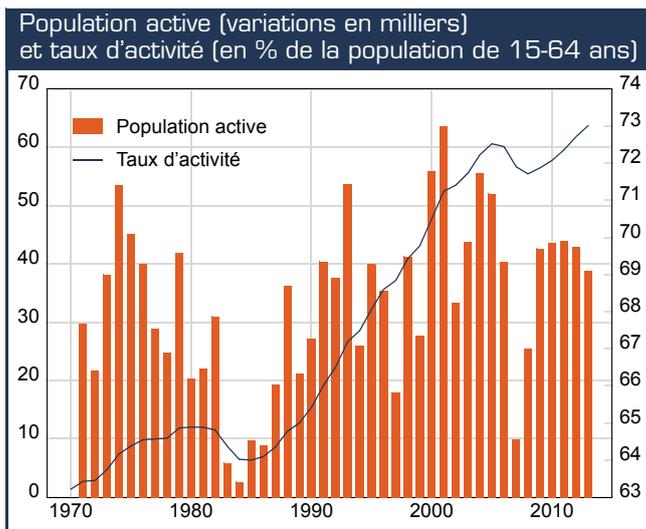
La population d'âge actif devrait continuer à croître mais à un rythme légèrement moins soutenu...

Au cours des six dernières années, la population d'âge actif (15-64 ans) a progressé de 264 000 unités (soit une croissance de 0,6 % en moyenne annuelle contre moins de 0,1 % entre 1985 et 2000). Cette accélération récente s'explique essentiellement par des facteurs démographiques temporaires - dont l'arrivée à l'âge de la pension de la génération peu nombreuse née pendant la guerre - combinée à une hausse notable du sol-

de migratoire. Sur la période 2008-2013, la population d'âge actif devrait encore augmenter de 218 000 unités (0,5 % de croissance par an) sous l'impulsion d'un solde migratoire restant largement positif (330 000 personnes en cumulé sur 6 ans) alors que la contribution liée à la structure d'âge de la population devrait graduellement s'essouffler et même devenir négative en fin de période avec l'arrivée à l'âge de la pension de la génération plus nombreuse née après-guerre.

...alors que la progression de la population active se maintiendrait.

La population active devrait augmenter sur la période de projection de 237 000 unités³, soit une progression moyenne de 0,8 % par an. Le maintien d'un solde migratoire positif expliquerait un peu plus de la moitié de cette augmentation tandis que la hausse des taux d'activité expliquerait la partie restante. Le taux d'activité global¹ (en pour cent de la population de 15-64 ans) passerait ainsi de 71,9 % en 2007 à 73 % en 2013.



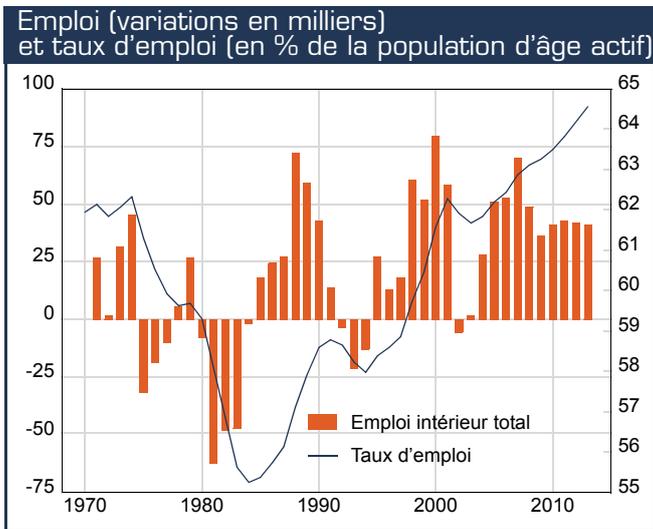
Les créations d'emploi resteraient importantes...

Malgré une croissance de la valeur ajoutée peu soutenue en 2008 et 2009, les créations nettes d'emploi devraient se maintenir à un niveau relativement élevé ces deux années en particulier grâce à la poursuite de la progression des emplois titres-services (soit 25 000 unités en cumulé sur 2008-2009). La reprise économique à partir de 2010 devrait permettre aux autres branches des services de prendre le relais. Dès lors, l'emploi dans les services marchands devrait croître de 271 000 unités sur la période 2008-2013 tandis que l'industrie perdrait encore 29 000 emplois. Au total, l'emploi intérieur augmenterait de 251 000 unités, soit

2. Ajustée pour les indépendants et après déduction des subventions salariales.

3. Concept administratif, y compris les chômeurs complets indemnisés non demandeurs d'emploi.

une hausse annuelle moyenne d'un peu plus de 0,9 % par an. Le taux d'emploi (en pour cent de la population 15-64 ans) passerait ainsi de 62,9 % en 2007 à 64,6 % en 2013.



..mais le taux de chômage ne baisserait plus que faiblement.

Le chômage a enregistré en 2007 une baisse sans précédent de 62 000 unités⁴, le taux de chômage passant ainsi de 13,8 % en 2006 à 12,6 %. Ce recul s'explique en partie par la forte croissance de l'emploi mais aussi par une chute de la progression de la population active. Le nombre de chômeurs devrait encore reculer de 26 000 unités cette année, aidé en cela par une augmentation toujours historiquement faible de la population active. A partir de l'an prochain, la progression quasiment identique de l'emploi et de la population active - qui retrouverait un rythme plus élevé comme détaillé plus haut - n'autoriserait plus qu'une faible baisse du taux de chômage. Celui-ci s'établirait à 11,6 % en 2013 contre 12 % en 2008.

Le déficit budgétaire devrait s'élever à 0,3 % du PIB en 2008...

Le budget de l'Etat a enregistré en 2007 un déficit nominal de 0,3 % du PIB (0,2 % en concept conforme à la procédure sur les déficits excessifs). Compte tenu des mesures budgétaires connues au mois d'avril, le solde de 2008 présenterait également un déficit de 0,3 % du PIB, soit environ 1 milliard d'euros. La hausse de certaines catégories de recettes et la diminution des charges d'intérêt seraient contrebalancées par une augmentation des dépenses primaires de l'ordre de 0,4 % du PIB.

4. Concept administratif, y compris les chômeurs complets indemnisés non demandeurs d'emploi.

...mais il se creuserait en 2009.

En 2009, le déficit budgétaire se creuserait assez nettement pour atteindre 0,8 % du PIB, soit 3 milliards d'euros. Les dépenses primaires connaîtraient une progression importante (0,6 % du PIB). D'une part, la forte inflation de 2008 produira des effets différés en 2009 sur les dépenses de soins de santé et sur les rémunérations publiques. D'autre part, les subsides à l'emploi seraient relevés, de même que les dépenses de coopération au développement et les investissements publics. Enfin, la chute des dépenses de chômage serait interrompue. Les recettes seraient en recul (-0,2 % du PIB) suite notamment à l'indexation des barèmes fiscaux sur base de l'inflation importante de 2008 et à l'extension de la réduction de l'impôt des personnes physiques en Flandre. La diminution des charges d'intérêt (-0,3 % du PIB) permettrait d'adoucir le choc de la détérioration du solde primaire.

Les dépenses sociales progresseraient sensiblement à moyen terme...

La période de projection est caractérisée par une progression sensible du ratio des dépenses sociales par rapport au PIB et par un certain tassement des frais de fonctionnement de l'Etat, en particulier des rémunérations. Au total, sur la période 2010-2013, les dépenses sociales augmenteraient de 0,7 % du PIB, essentiellement sous l'impulsion de la hausse des dépenses de soins de santé et de pension. La masse salariale dans le secteur public serait en recul de 0,3 % du PIB sur la même période.

...de sorte que le déficit budgétaire devrait perdurer...

Dans ces conditions, la hausse des recettes en pour cent du PIB - imputable surtout à l'augmentation, à législation inchangée, des prélèvements obligatoires sur le travail - qui reste limitée et la baisse désormais plus lente des charges d'intérêt n'autoriseraient pas de réduction importante du déficit budgétaire. Celui-ci passerait de 0,9 % du PIB en 2010 à 0,7 % en 2012 avant de revenir à 0,4 % du PIB en 2013 avec le reflux des investissements publics au lendemain des élections communales. Dans la mesure où les surplus budgétaires constituent la source principale de financement du Fonds de vieillissement, leur absence signifie que le Fonds ne serait que peu alimenté dans les prochaines années.

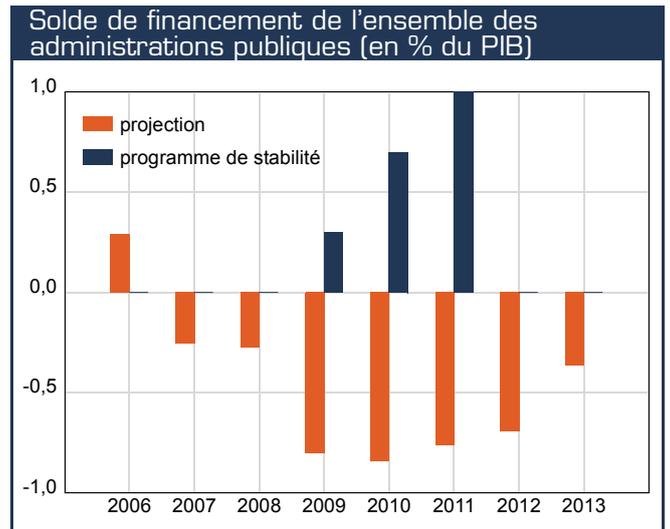
...masquant des situations par entité très contrastées...

Cette évolution du solde budgétaire de l'ensemble des

administrations publiques masque, au niveau des entités, des situations très contrastées. Le pouvoir fédéral a vu son solde de financement se dégrader fortement en 2007 (passant de l'équilibre à un déficit de 1,1 % du PIB) et celui-ci devrait encore légèrement se détériorer à l'horizon 2010 pour revenir à 0,8 % du PIB en 2013. La sécurité sociale resterait en boni sur toute la période de projection (passant de 0,5 % du PIB en 2007 à 0,3 % en 2013) grâce à l'augmentation du financement alternatif suite à la loi de janvier 2007 sur le financement des soins de santé. Les communautés et régions maintiendraient un surplus compris entre 0,3 et 0,4 % du PIB. Enfin, les pouvoirs locaux verraient leur situation budgétaire se détériorer l'année des élections communales suivant le cycle des investissements des autorités locales (passant d'une situation proche de l'équilibre en 2007 à un déficit de 0,5 % du PIB en 2012).

...exigeant un effort considérable du fédéral pour atteindre les objectifs du Programme de stabilité.

Etant donné le contexte macroéconomique décrit ci-dessus et dans l'état actuel des mesures annoncées, les objectifs du Programme de stabilité d'avril 2008 pour l'ensemble des administrations publiques (équilibre en 2008, dégagement d'un boni augmentant graduellement pour atteindre un 1,0 % en 2011) seraient loin d'être atteints. L'effort serait particulièrement douloureux pour le pouvoir fédéral qui devrait, d'après les présentes perspectives, combler un écart équivalent à 1,2 % du PIB en 2011. Les régions et communautés dépasseraient par contre, à politique inchangée, assez largement l'objectif fixé d'un budget à l'équilibre.



La baisse de l'endettement public se poursuivrait malgré tout.

Les déficits qui apparaissent entre 2007 et 2013 ne remettent néanmoins pas en cause le processus de désendettement de l'Etat. La dette publique en pourcentage du PIB continuerait son repli entamé dès 1994, pour atteindre 70,8 % du PIB en 2013 contre encore 84,8 % en 2007. Une telle trajectoire de désendettement n'est toutefois pas suffisante pour se conformer à celle préconisée par le Conseil Supérieur des Finances dans son rapport de mars 2007 pour faire face au coût budgétaire du vieillissement.

Les "Perspectives économiques 2008-2013" ont été élaborées en tenant compte des informations disponibles le 15 avril 2008.

Principaux résultats macroéconomiques

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Moyenne de période	
								2002-2007	2008-2013
DEMANDE ET PRODUCTION (euros chaînés, année de référence 2000)^(*)									
- Dépenses de consommation finale privée ^a	2,5	1,4	1,6	1,8	1,8	1,8	1,9	1,5	1,7
- Dépenses de consommation finale des administrations publiques	2,2	2,8	1,9	2,1	2,0	1,9	1,9	1,5	2,1
- Formation brute de capital fixe	5,0	2,2	2,7	3,2	3,7	3,1	1,9	3,4	2,8
. Entreprises ^b	5,3	3,2	2,6	3,7	3,0	2,9	3,4	2,6	3,1
. Administrations publiques	2,7	-1,3	8,5	2,1	11,7	6,6	-10,1	2,8	2,9
. Logements	5,1	0,9	1,1	2,4	2,8	2,4	2,3	5,9	2,0
- Variations de stocks ^c	-0,1	-0,0	-0,0	0,1	0,0	-0,0	0,0	0,2	0,0
- Dépenses intérieures totales	2,9	1,8	1,9	2,2	2,3	2,1	1,9	2,0	2,0
- Exportations de biens et services	4,6	4,3	3,6	5,9	5,5	5,4	5,4	3,6	5,0
- Total des utilisations finales	3,7	3,0	2,7	4,0	3,9	3,8	3,7	2,8	3,5
- Importations de biens et services	4,9	4,5	3,9	5,8	5,6	5,5	5,4	3,6	5,1
- PIB	2,7	1,7	1,7	2,4	2,3	2,1	2,1	2,1	2,0
- PIB (prix courants)	4,4	4,8	4,0	4,5	4,1	4,1	4,0	4,2	4,3
PRIX ET TAUX D'INTERET^(*)									
- Dépenses de consommation finale privée	2,0	3,8	2,0	1,9	1,9	1,9	1,9	2,1	2,2
- Indice santé	1,8	3,5	2,1	2,0	1,9	1,9	2,0	1,8	2,2
- Formation brute de capital fixe	2,0	2,3	1,7	1,8	1,7	1,6	1,6	1,5	1,8
- Exportations de biens et services	1,9	1,8	1,5	1,3	1,4	1,5	1,6	1,5	1,5
- Importations de biens et services	1,7	2,4	1,4	1,1	1,4	1,5	1,6	1,6	1,6
- Termes de l'échange	0,2	-0,6	0,1	0,2	-0,1	0,0	0,0	-0,1	-0,1
- Déflateur du PIB	1,7	3,1	2,3	2,1	1,8	1,9	1,9	2,0	2,2
- Taux d'intérêt à long terme (à 10 ans, niveau)									
. nominal	4,3	4,0	3,8	4,3	4,6	4,7	4,7	4,1	4,4
. réel	2,4	0,2	1,8	2,4	2,7	2,8	2,8	2,0	2,1
- Taux d'intérêt à court terme (à 3 mois, niveau)									
. nominal	4,0	4,3	3,8	3,8	3,9	4,0	4,0	2,7	4,0
. réel	2,0	0,5	1,8	1,9	2,0	2,1	2,1	0,6	1,7
EMPLOI ET CHOMAGE									
- Emploi total, en milliers	4348,0	4396,6	4433,1	4473,9	4516,6	4558,2	4599,3	4219,3	4496,3
. différence en milliers	70,1	48,6	36,4	40,9	42,6	41,7	41,1	33,0	41,9
. variation en %	1,6	1,1	0,8	0,9	1,0	0,9	0,9	0,8	0,9
- Chômage total, définition BFP, en milliers	633,4	607,6	612,0	613,4	613,7	614,1	611,2	679,6	612,0
. différence, en milliers	-61,9	-25,9	4,4	1,4	0,3	0,4	-3,0	4,8	-3,7
- Taux de chômage, définition BFP	12,6	12,0	12,0	11,9	11,8	11,7	11,6	13,7	11,8
- Demandeurs d'emploi, en milliers	525,5	508,4	514,9	519,3	517,4	515,2	509,3	548,7	514,1
. différence en milliers	-53,7	-17,1	6,5	4,4	-1,9	-2,2	-5,9	11,4	-2,7
- Productivité horaire (branches d'activité marchande) ^(*)	0,2	0,6	1,0	1,7	1,4	1,3	1,3	1,4	1,2
REVENUS									
- Taux de salaire horaire réel (branches d'activité marchande) ^(*)	0,4	0,1	1,1	1,6	1,7	1,8	1,7	0,3	1,3
- Coût salarial unitaire (branches d'activité marchande) ^(*)	2,3	2,9	2,2	1,8	2,1	2,3	2,4	1,0	2,3
- Revenu disponible réel des particuliers ^(*)	2,3	0,4	2,3	2,1	2,1	2,1	2,1	0,7	1,8
- Taux d'épargne des particuliers ^a	12,4	11,5	12,0	12,3	12,4	12,6	12,6	13,5	12,2
- Masse salariale en % du revenu national	49,5	49,4	49,6	49,6	49,8	50,0	50,4	50,3	49,8
- Taux de marge des entreprises ^d	31,3	31,6	31,9	32,2	32,1	32,0	31,9	29,2	31,9
- Taux de rentabilité brute du capital ^e	18,0	18,2	18,4	18,6	18,6	18,6	18,6	16,3	18,5

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Moyenne de période	
								2002-2007	2008-2013
FINANCES PUBLIQUES									
- Taux de prélèvement obligatoire ^(**)	43,8	44,0	43,9	43,9	44,0	44,2	44,4	44,2	44,1
- Capacité(+) ou besoin de financement(-) de l'ensemble des administrations publiques									
. en milliards d'euros	-0,9	-1,1	-3,0	-3,3	-3,1	-2,9	-1,6	-0,1	-2,5
. en % du PIB	-0,3	-0,3	-0,8	-0,9	-0,8	-0,7	-0,4	-0,0	-0,6
- Dette publique totale									
. en % du PIB	84,8	81,6	79,5	77,1	75,0	73,0	70,8	93,6	76,2
BALANCE EXTÉRIEURE									
- Exportations nettes									
. en milliards d'euros	10,6	8,5	8,4	9,8	9,9	10,6	11,7	11,5	9,8
. en % du PIB	3,2	2,5	2,3	2,6	2,5	2,6	2,8	3,9	2,5
- Solde des opérations courantes									
. en milliards d'euros	11,1	9,0	9,1	10,0	10,2	10,8	11,8	11,2	10,2
. en % du PIB	3,3	2,6	2,5	2,7	2,6	2,6	2,8	3,8	2,6
CROISSANCE DES BRANCHES D'ACTIVITÉ^(*)									
(valeurs ajoutées brutes aux prix de base en volume)									
- Industrie (total), dont	2,7	1,1	1,2	2,4	2,1	1,9	1,6	1,5	1,7
. Industries manufacturières	2,0	0,5	0,8	2,4	1,8	1,7	1,5	0,9	1,4
. Construction	4,7	3,1	3,0	3,5	3,6	3,0	2,3	3,3	3,1
- Services marchands, dont	2,4	2,0	2,0	2,6	2,5	2,4	2,4	2,5	2,3
. Transports et communication	2,6	2,6	1,8	2,9	3,0	3,1	3,0	1,5	2,7
. Autres services marchands ^f	2,4	1,9	2,0	2,6	2,4	2,3	2,3	2,6	2,2
- Services non marchands	2,3	1,7	1,5	1,7	1,7	1,7	1,8	1,2	1,7

a. Ménages + ISBL au service des ménages.

b. A l'exclusion des investissements de certaines entreprises publiques repris dans la formation brute de capital fixe des Administrations publiques.

c. Contribution à la variation du PIB.

d. Excédent brut d'exploitation en pour cent de la valeur ajoutée aux prix de base - secteur marchand hors agriculture.

e. Excédent brut d'exploitation en pour cent du stock de capital actualisé au coût de remplacement - secteur marchand hors agriculture.

f. Y compris commerce et horeca, crédit et assurances, santé et action sociale.